



L'Europe en toute sécurité

Pour une Europe qui protège et qui est utile

Résumé du programme électoral européen
du CDU-CSU

L'Europe en toute sécurité

Pour une Europe qui protège et qui est utile

L'Europe unie est synonyme de paix et de liberté. Elle est la base de notre prospérité. En tant que partis allemands de l'Europe, le CDU et le CSU s'engagent à garantir et à pérenniser le projet de paix et de liberté qu'est l'UE en cette période troublée. Une UE forte doit garantir la sécurité des citoyennes et des citoyens au sens large et créer les meilleures conditions possibles pour une économie compétitive. Notre prospérité est le prérequis de la sécurité sociale très élevée dont nous bénéficions en Allemagne. Elle est aussi la condition d'une transformation vers une économie climatiquement neutre. Nous soutenons la tête de liste du PPE, Dr. Ursula von der Leyen, pour la réélection en tant que présidente de la Commission en 2024. Le CDU et le CSU font une politique pour une Europe dans laquelle nous, nos enfants et nos petits-enfants pouvons vivre en liberté et en sécurité. Cela signifie pour nous :

I. La sécurité, vecteur de paix et de liberté pour l'Europe

Défendre notre liberté pour assurer la paix. L'Europe est une communauté de valeurs : Notre vie commune est basée sur la protection de la dignité humaine, sur la liberté, l'Etat de droit et la tolérance. Nous devons défendre cette coexistence libérale et cette culture de référence européenne. Mais seulement celui qui vit en sécurité peut être libre. La guerre d'agression russe contre l'Ukraine montre qu'il faut que nous redoublions nos efforts pour la sécurité de l'Europe. L'Europe doit prendre plus de responsabilités au sein de l'OTAN et élargir ses propres capacités militaires. Nous voulons rester transatlantiques, mais devenir plus européens. Il nous faut un programme de sécurité global. Nous voulons créer une véritable union de défense européenne, avec un commissaire européen de la Défense, une coopération plus étroite des armées nationales et un bouclier antimissile commun. Nous souhaitons développer et acquérir les équipements militaires tels que les avions et les chars avec nos partenaires européens. L'UE doit augmenter son budget de défense afin de compléter les efforts des Etats membres. Nous voulons donner un nouvel élan à la coopération franco-allemande et relancer le Triangle de Weimar. Nous voulons enfin réaliser des liaisons ferroviaires rapides avec la Pologne et la République tchèque. Les Etats-Unis sont notre partenaire étroit et le resteront.

Lutter contre la criminalité en misant sur la sécurité. Nous déclarons la guerre à la criminalité transfrontalière, aux extrémistes, aux islamistes et aux antisémites. Il faut une coopération plus étroite entre Europol et les polices nationales. Nous voulons notamment protéger les femmes contre la violence, entre autres en appliquant une meilleure consultation de la répression de la traite humaine et une politique plus restrictive en matière de prostitution. Nous protégerons les enfants contre l'abus sexuel en mettant en œuvre un plan d'action européen. Même sur les scènes de crime numériques, les traces doivent être prélevées. Cependant, nous nous opposons à un contrôle général des conversations en ligne. L'UE doit aussi s'améliorer au niveau de la gestion des crises de cybersécurité : C'est pourquoi nous souhaitons créer une cyberbrigade européenne.

Limiter les migrations par l'humanité et l'ordre. Nous respectons notre obligation humanitaire d'aider les personnes vulnérables. Cependant, nous voulons mettre fin à la migration irrégulière vers l'Europe et l'Allemagne. Le nouveau pacte européen de la migration représente une étape importante vers cet objectif, il faudra le mettre en œuvre le plus rapidement possible. Mais il faudra d'autres mesures. Nous voulons appliquer le concept des pays tiers sûrs, c'est-à-dire que la procédure d'asile et l'octroi de la protection devront avoir lieu dans un pays tiers sûr à l'extérieur de l'UE. Ce ne sont pas les passeurs criminels mais les autorités publiques qui décident de l'entrée dans l'UE. Afin de mieux protéger les frontières extérieures de l'UE, nous voulons élargir les compétences de Frontex et augmenter son effectif à 30 000 garde-frontières. Les contrôles aux frontières nationales intérieures doivent rester possibles en attendant que la protection des frontières extérieures fonctionne. Nous voulons harmoniser les prestations sociales destinées aux réfugiés à travers l'UE. Afin de lutter à long terme contre les causes de migration, nous miserons sur l'assistance sur place et sur des accords avec des pays d'origine ou de transit comme la Tunisie et l'Egypte.

II. La sécurité au service de la prospérité et de la compétitivité

Renforcer l'Europe en tant qu'espace économique compétitif. Le marché intérieur de l'UE est le moteur de notre succès économique. Nous souhaitons développer ce marché intérieur et renforcer le positionnement de l'Europe en tant que lieu d'implantation de l'industrie et des

PME. Nous voulons renforcer le rôle du représentant de l'UE pour les PME. L'énergie abordable, l'accès aux matières premières et une main-d'œuvre qualifiée sont les prérequis d'une économie forte et compétitive. Nous voulons créer des partenariats fiables dans les domaines des matières premières et de l'énergie, notamment en vue de la montée en puissance du secteur de l'hydrogène, et conclure des accords de libre-échange avec les Etats-Unis, l'Amérique latine, l'Inde et l'Australie. Nous renforcerons le marché intérieur de l'énergie parce que l'approvisionnement en énergie doit être résolu au niveau européen. Nous promovons toutes les énergies renouvelables. Nous considérons que l'énergie nucléaire fait partie du mix énergétique. Nous voulons simplifier l'immigration légale de la main-d'œuvre qualifiée en octroyant plus rapidement les visas de travail et en passant aux procédures de demande numériques.

Concilier économie, énergie et climat. Nous soutenons l'objectif d'une Europe climatiquement neutre d'ici l'an 2050. Mais nous misons sur l'ouverture aux technologies et des instruments basés sur les marchés (tels que les échanges de quotas d'émissions), et non sur les interdictions. Nous voulons faire avancer l'économie circulaire avec la valorisation des déchets et l'utilisation circulaire de l'eau et de la chaleur. Nous resterons fidèles à la voiture, quel que soit son mode d'entraînement. Nous voulons supprimer l'interdiction des moteurs thermiques.

Alléger les charges des entreprises et réduire la bureaucratie. Nous voulons mettre fin à la surréglementation de l'économie par un gel des charges imposées par les initiatives européennes en cours et nouvelles. Il faudra abolir deux anciennes réglementations pour chaque nouvelle réglementation imposant des charges (« 1 in - 2 out »). Il est urgent de mettre en place une législation nettement plus simple en matière de protection des données et de réformer le Règlement général sur la protection des données. Nous voulons supprimer les réglementations superflues telles que celle concernant les lanceurs d'alerte. Nous plaçons pour une révision de la taxonomie et du Green Deal afin de vérifier leur praticabilité.

Offensive de recherche et d'innovation. Partout en Europe, il faudra investir 3% du produit intérieur brut dans la recherche et dans le développement. L'Europe doit devenir un centre d'innovation et le leader du développement des technologies-clés. L'intelligence artificielle sera développée et utilisée et pas sur-régulée.

Développement médical, amélioration de l'approvisionnement en médicaments, assurer des soins de qualité. Nous voulons créer une union européenne de la santé qui procure le meilleur cadre possible à la recherche médicale de pointe et qui regroupe les efforts de lutte contre les maladies graves telles que le cancer. Afin de prévenir les pénuries de médicaments, nous voulons faire en sorte que plus de médicaments soient à nouveau produits en Europe. C'est pourquoi nous nous engageons en faveur d'une protection complète des brevets et des chaînes d'approvisionnement diversifiées dans le secteur pharmaceutique. Afin de permettre de mieux recruter du personnel soignant, il faudra créer une stratégie européenne des soins. Il faudra rapidement introduire la carte d'invalidité européenne. Nous nous opposons à l'introduction de contrôles médicaux des personnes âgées au niveau du permis de conduire.

Assurer la production alimentaire régionale. En matière de politique agricole, nous devons mieux nous concentrer sur la sécurité alimentaire et les intérêts des agriculteurs. La politique agricole de l'UE (PAC) doit permettre aux agriculteurs de travailler de manière plus durable et de percevoir des revenus suffisants. Nous réclamons l'arrêt immédiat des nouvelles charges imposées aux agriculteurs. Nous supprimerons l'obligation européenne de geler 4% des terres agricoles. Afin de pérenniser le pastoralisme, il faudra limiter le nombre des loups et rendre leur abattage possible en cas de densité élevée.

Sécurité des finances et solidité budgétaire. Nous nous engageons pour une politique financière responsable en Europe. Chaque Etat membre est uniquement responsable de ses propres dettes. Nous sommes fermement opposés à toutes les formes de responsabilités encourues par l'Allemagne concernant les dettes d'autres Etats ou encore les dépôts d'épargne dans d'autres Etats (garantie des dépôts). Nous maintenons que l'UE elle-même ne peut, en principe, pas s'endetter. Nous nous engageons pour le respect du Pacte de stabilité et de croissance et les critères des 60%, resp. de 3%. Nous nous engageons en faveur de la préservation de l'argent liquide. La future politique structurelle et de cohésion doit continuer de permettre le soutien des Länder l'Allemagne de l'est et les régions structurellement faibles.

Assurer un monde du travail durable et équitable. Nous nous engageons pour une Europe sociale avec une économie qui fonctionne et beaucoup de salariés. Une bonne économie européenne permet à l'Allemagne de financer son Etat social performant avec ses retraites

sûres et son bon système de santé et de soins. Nous voulons simplifier la mobilité des salariés et réduire les obstacles. Nous renforcerons les conventions collectives. Nous nous engageons pour des salaires et des conditions de travail équitables. Cependant, nous nous opposons à une assurance chômage européenne.

III. La sécurité au service de la solidarité européenne

Eveiller l'intérêt des jeunes pour l'Europe. Nous voulons renforcer les échanges de jeunes et les programmes bénévoles en Europe et promouvoir la mobilité des jeunes en Europe, notamment en développant « DiscoverEU ». Notre but est notamment d'encourager les apprentis à des programmes d'échange en leur faisant des offres de promotion. Nous nous engageons pour l'augmentation et l'élargissement du programme « Erasmus+ » en faveur des élèves, étudiants et apprentis.

L'élargissement et les réformes de l'UE doivent aller de pair. L'UE doit devenir plus efficace : Nous voulons alléger la Commission européenne et renforcer le Parlement européen en lui donnant son propre droit d'initiative. A l'avenir, nous voulons que les décisions en matière de Politique étrangère et de sécurité commune soient prises par un vote à la majorité qualifiée : Ainsi l'Europe aura une voix forte dans le monde. L'adhésion à l'UE des pays des Balkans occidentaux, de l'Ukraine et de la République de Moldavie correspond aux intérêts de l'Allemagne et de l'Europe en matière de politique de sécurité et de géopolitique. Nous voulons une politique d'élargissement davantage axée sur les performances concrètes des candidats à l'adhésion, sans concessions sur les critères d'adhésion.

Nous soutenons le principe de subsidiarité et l'UE doit revenir sur ce point. Il nous faut une UE qui se concentre sur les missions qui peuvent mieux être accomplies au niveau européen qu'aux niveaux national, régional ou communal. Plus d'Europe dans les domaines où l'Europe peut en faire plus, notamment ceux de la sécurité intérieure et extérieure, de la migration, du commerce, de l'économie, de l'énergie et de la protection du climat.

Valoriser la diversité des régions en tant que force de l'Europe. La force de l'Europe, c'est la diversité de ses régions, où les gens sont enracinés dans leur territoire. C'est pourquoi nous

voulons renforcer le Comité européen des régions. Parallèlement, notre but est de faire évoluer et de promouvoir une coopération régionale renforcée au-delà des frontières nationales.

